Introduction : L'attentat politique, objet d'histoire

Gilles Malandain, Guillaume Mazeau et Karine Salomé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/364>

DOI : 10.4000/lrf.364

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Gilles Malandain, Guillaume Mazeau et Karine Salomé, « Introduction : L'attentat politique, objet d'histoire », *La Révolution française* [En ligne], 1 | 2012, mis en ligne le 05 mars 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/364> ; DOI : 10.4000/lrf.364

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© La Révolution française

Introduction : L'attentat politique, objet d'histoire

Gilles Malandain, Guillaume Mazeau et Karine Salomé

- 1 L'attentat est un objet historiographique relativement neuf¹. Non que les historiens aient jamais négligé les « grands » attentats politiques, inscrits de longue date dans les heurs et malheurs du pouvoir, reconstitués avec précision et analysés souvent à l'aune des politiques répressives qu'ils suscitent ou justifient. Les exemples en seraient même innombrables, mais très rares sont les études qui ont pris pour objet l'attentat comme type d'événement ou d'acte politique, sans l'englober dans des catégories plus larges, qui tendent à le recouvrir, comme la conspiration ou le complot, le meurtre politique, le régicide ou le tyrannicide, ou encore le « terrorisme » dont nombre de travaux récents ont cherché à définir les traits et à retracer la genèse². À l'approche historique, essentiellement monographique, s'oppose ainsi une perspective diachronique dominée par les logiques de la philosophie politique ou de l'histoire du droit, ou encore par la sociologie de la violence politique³.
- 2 Certes, on peut souligner le renouvellement et l'enrichissement considérable de l'historiographie, au moins depuis une trentaine d'années et les travaux approfondis des dix-huitiémistes sur l'attentat de Damiens, déplaçant l'attention des causes vers les effets et les usages de l'attentat, et vers les représentations et les imaginaires qu'il mobilise⁴. Ce sont sans doute en effet les attentats de la période moderne, notamment les régicides, qui ont été le plus intensément revisités, dans le cadre d'une nouvelle histoire politique de l'Ancien régime, plus attentive aux « politiques de l'opinion » ou à l'imaginaire social du pouvoir monarchique⁵. À la suite, souvent, des modernistes, les historiens de la Révolution française puis ceux de la période contemporaine, longtemps focalisés sur la violence collective, se sont à leur tour penchés à nouveaux frais sur certains attentats saillants, comme l'assassinat de Marat⁶, celui du duc de Berry⁷ ou du président Carnot⁸. Les attentats anarchistes de la fin du XIX^e siècle, plus généralement, objet d'un intérêt ancien – lié d'abord aux débats qui traversent le mouvement révolutionnaire⁹ – ont également été réinvestis récemment par les chercheurs, à l'image du travail consacré par John Merriman à Emile Henry¹⁰. Enfin, les attentats « terroristes » les plus contemporains

– en particulier ceux du 11 septembre 2001 – ont évidemment suscité une abondante réflexion, dans laquelle cependant le rôle des historiens paraît, logiquement, assez mineur¹¹.

- 3 Mais le parcours esquissé ici, de la première modernité jusqu'à notre actualité la plus brûlante, a-t-il un sens ? L'« attentat » est-il un objet d'histoire cohérent – ce qui ne veut certes pas dire invariant – depuis l'âge du tyrannicide « classique » jusqu'à celui de la « violence totale » que met en œuvre le kamikaze du second XX^e siècle ? La science politique répond plutôt par la négative, en mettant en relief la spécificité de l'attentat contemporain, strictement distinct de l'assassinat politique ciblé comme de la conspiration « traditionnelle »¹². Dans cette perspective, c'est bien le moment anarchiste, avec les premiers attentats « aveugles », qui paraît inaugural d'une forme de violence qui se développe surtout après 1945. Le dossier historien que nous présentons ici, sans ignorer la pertinence de cette analyse, entend toutefois la remettre en question en réintroduisant une longue durée de l'attentat qui intègre au moins le second XVIII^e siècle et la Révolution, dont le caractère fondateur se trouve ainsi réaffirmé.
- 4 À cette périodisation, plusieurs des articles rassemblés ici viennent donner du sens. Dans un premier temps, on peut évidemment souligner l'ancienneté du mot « attentat », son ancrage en particulier dans l'histoire de l'Etat monarchique, en même temps qu'une riche polysémie que l'époque contemporaine a peu à peu oubliée (Gilles Malandain). Certes, la continuité du mot ne suffit pas à attester celle de la chose, comme le montre *a contrario* son application rétrospective à des événements antérieurs à son apparition dans le langage politique, par exemple « l'attentat d'Anagni », coup de force contre l'autorité du pape Boniface VIII en 1304. Toutefois, cette longue durée du signifiant mérite d'être interrogée, ne serait-ce que pour maîtriser pleinement son usage historiographique. Plus décisive encore est la mise en évidence d'une rupture dans l'histoire des formes de la violence politique, et surtout de leur mise en scène, propre au second XVIII^e siècle, sous l'effet de facteurs avant tout socio-politiques, mais aussi de nouveaux moyens techniques transposés du domaine militaire au domaine civil (Guillaume Mazeau). A cet égard, l'attentat de la rue Saint-Nicaise, en 1800, tout à la fois ciblé (sur Bonaparte) et aveugle, fait figure de révélateur le plus spectaculaire d'un nouveau type de violence. Replaçant ce point culminant dans le contexte précis de l'évolution de la guerre civile dans l'Ouest, Aurélien Lignereux évoque ainsi un « moment terroriste de la chouannerie », caractérisé par la multiplication des attentats de toute sorte, au service d'une stratégie de harcèlement du pouvoir et de déstabilisation de l'opinion publique. C'est également de cet événement, ou plus largement du moment consulaire que partent Karine Salomé et Edwige de Boer pour montrer, l'une à partir de l'iconographie des attentats commis à l'explosif, l'autre des dossiers de grâce des « attentateurs », comment ce type d'acte interroge l'ensemble du XIX^e siècle.
- 5 Mais si le « terrorisme » subversif et ses « victimes innocentes » préexistent à bien des égards aux bombes anarchistes, celles-ci ne mettent pas fin, de leur côté, à l'attentat politique précisément ciblé, qui reste longtemps prédominant. A ce titre, le régicide le plus « classique », l'assassinat d'Henri IV, reste une référence aisément mobilisable au moins jusqu'en 1894, lorsqu'il fait clairement écho à l'attentat de Caserio, comme le montre Denise Turrel en étudiant les inflexions de sa mise en image. Et c'est un attentat au pistolet, visant le roi de Yougoslavie à Marseille en 1934 – et rappelant immanquablement celui de Sarajevo, aux conséquences si lourdes – qui donne lieu à l'une des premières tentatives de définition juridique du « terrorisme », rattachée à la notion,

elle aussi bien classique, de conspiration – mais à l'échelle internationale (Frédéric Monier). Si les attentats anarchistes constituent bien une innovation, celle-ci ne tient pas tant à une différence de nature qu'à une mise en série plus systématique, comme le rappelle Arnaud Houte dans son analyse des violences qualifiées d'« attentats contre les forces de l'ordre » au XIX^e siècle. Il ne semble donc pas absurde de relativiser la rupture des années 1890 et de penser ensemble les divers types d'attentats qui affectent le monde contemporain.

- 6 Outre cette réflexion sur la chronologie, et parfois en lien étroit avec celle-ci, la question de la qualification ou de l'étiquetage des événements est également au cœur de plusieurs textes qui suivent. Il nous avait semblé important de ne pas trop circonscrire à l'avance ce qu'on devait entendre par « attentat », pour laisser toute place au travail sur les définitions, et les oppositions ou les luttes symboliques dont elles peuvent faire l'objet. Certes, plusieurs articles évoquent des événements bien identifiés comme « attentats », d'abord par leurs contemporains, puis dans la mémoire collective ou l'historiographie – à rebours d'une restriction scientifique du terme au phénomène « terroriste » ; mais d'autres posent en revanche pleinement la question des limites (notamment G. Malandain, G. Mazeau, A. Lignereux ou A. Houte). Limites « inférieures » d'abord, qui distinguent, parfois malaisément, l'attentat (politique) de l'injure, de la rébellion ou du crime « de droit commun ». Limites supérieures aussi, *a priori* peut-être plus claires (encore que le mot puisse aussi s'y appliquer jusqu'à la fin du XIX^e siècle), qui séparent, dans une certaine mesure, l'attentat du massacre, ou encore du coup d'Etat, ou l'opposent surtout à l'insurrection. On touche là à un point clé que mettent bien en évidence, chacun à sa manière, les articles de Jean-Noël Tardy et de Laurent Colantonio : le caractère individuel et intempestif de l'attentat le stigmatise fortement par rapport au soulèvement collectif, aussi meurtrier soit-il (comme dans le cas de la lutte pour l'indépendance irlandaise), censé venir « à point » pour déboucher sur l'émancipation révolutionnaire (ou nationale). La condamnation par Marx du conspirateur « alchimiste de la révolution » (en 1851) illustre parfaitement cette opposition, qui ressurgit bien sûr dans le courant anarchiste à la fin du XIX^e siècle.
- 7 La question n'est pas de jugement mais de compréhension du politique contemporain, et cette compréhension ne peut faire l'économie de l'attentat comme violence expressive, « déclarative », toujours symbolique en même temps que physique (même si le rapport peut varier considérablement jusqu'à rendre pour le moins obscur le symbolisme de certains attentats sanglants), jamais réductible à une rationalité purement instrumentale (l'élimination d'un ennemi) ou vindicatoire. Elle ne peut en faire l'économie à partir du moment où cette violence est bien, justement, « politique », par son intentionnalité ou sa cible, ou plus sûrement encore par ses effets¹³. A cet égard, l'attentat n'entre bien sûr pas seulement dans l'étude des stratégies subversives ou des répertoires d'action politique (comme un choix parfois assez désespéré), mais aussi dans celle des politiques de répression et d'affermissement du pouvoir – que celui-ci soit plus ou moins directement visé, cas le plus fréquent, ou même s'il ne l'est pas, comme dans le cas de l'attentat du 14 juillet 1948 contre Togliatti, étudié ici en détail par Fabien Archambault. Dans cette configuration exemplaire, c'est l'émotion que suscite la tentative de meurtre du chef de l'opposition qui menace le pouvoir et tourne finalement à son avantage. Enfin, comme événement, toujours spectaculaire et répercuté par des moyens médiatiques de plus en plus variés, l'attentat nourrit également l'imaginaire politique – durablement travaillé par le meurtre, réel ou symbolique, des puissants, ou par certaines formes d'expression

explosives ou provocatrices – et participe à sa façon au façonnement des opinions. Réel, symbolique ou imaginaire, il signale en tous les cas les limites durables de la « forclusion de la violence » en démocratie, et son actualité manifeste incite à en revisiter l'histoire sous un jour critique¹⁴.

NOTES

1. Nous ne prétendons pas proposer ici une analyse ni même une bibliographie exhaustive ; nous avons privilégié quelques références qui nous ont paru significatives, et notamment parmi les plus récentes.
2. Franklin L. FORD, *Le meurtre politique. Du tyrannicide au terrorisme*, PUF, 1990 (1985) ; Frédéric MONIER, *Le Complot dans la République*, La Découverte, 1998 ; Mario TURCHETTI, *Tyrannie et tyrannicide de l'Antiquité à nos jours*, PUF, 2001 ; Monique Cottret, *Tuer le tyran ? Le tyrannicide dans l'Europe moderne*, Fayard, 2009 ; Isabelle SOMMIER, *Le terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000 ; Henry LAURENS et Mireille DELMAS-MARTY (dir.), *Terrorismes. Histoire et droit*, CNRS Editions, 2010 ; Frédéric NEYRAT, *Le Terrorisme. Un concept piégé*, Ère, 2011.
3. Parmi les exceptions : *La scène terroriste*, *Les Cahiers de médiologie*, n° 13, 2002 (en particulier l'article de Catherine BERTHO-LAVENIR, « Bombes, protes et pistolets : les âges médiologiques de l'attentat », p. 17-35) ; Mike DAVIS, *Petite histoire de la voiture piégée*, Zones, 2007 (trad.) ; Karine SALOMÉ, *L'Ouragan homicide. L'attentat politique en France au XIX^e siècle*, Champ Vallon, 2010.
4. Pierre RÉTAT dir., *L'attentat de Damiens. Discours sur l'événement au XVIII^e siècle*, Ed. CNRS et Presses universitaires de Lyon, 1979 ; Dale K. VAN KLEY, *The Damiens Affair and the unraveling of the Ancien Régime*, Princeton University Press, 1984 ; Arlette FARGE, *Dire et mal dire. L'opinion au XVIII^e siècle*, Seuil, 1992.
5. Nicolas LE ROUX, *Un régicide au nom de Dieu. L'assassinat d'Henri III*, PUF, 2006 ; Michel CASSAN, *La Grande peur de 1610. Les Français et l'assassinat d'Henri IV*, Champ Vallon, 2010. Sur le cas anglais : Steeve POOLE, *The Politics of regicide in England, 1760-1850*, Manchester University Press, 2000 ; John BARRELL, *Imagining the King's Death. Figurative Treason, Fantasies of Regicide, 1793-1796*, Oxford University Press, 2000.
6. Jacques GUILHAUMOU, *La mort de Marat*, Bruxelles, Complexe, 1989 ; Guillaume MAZEAU, *Le Bain de l'histoire. Charlotte Corday et l'attentat contre Marat 1793-2009*, Champ Vallon, 2009. Voir aussi Jean-Luc CHAPPEY, « L'assassinat de Rastadt et les enjeux du « cri de vengeance » sous le second Directoire », in Philippe BOURDIN, Jean-Claude CARON, Mathias BERNARD (dir.), *La voix et le geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2005, p. 69-96.
7. François PLOUX, *De Bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Aubier, 2003 ; Emmanuel FUREIX, *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique*, Champ Vallon, 2009 ; Gilles MALANDAIN *L'introuvable complot. Attentat, enquête et rumeur dans la France de la Restauration*, Éditions de l'EHESS, 2011.
8. Karelle VINCENT, « Le régicide en République », *Crime, Histoire & Sociétés*, 3/2, 1999, p. 73-93 ; sur les attentats contre les rois d'Italie à la même époque : Catherine BRICE, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1900)*, Editions de l'EHESS, 2010, notamment p. 166-170 et 300-303.
9. Jean MAITRON, *Le mouvement anarchiste en France*, t. 1, « Des origines à 1914 », Gallimard, 1975.

10. J. MERRIMAN, *Dynamite Club. L'invention du terrorisme à Paris*, Tallandier, 2009 (trad.). Voir également Uri Eisenzweig, *Fictions de l'anarchisme*, Christian Bourgois, 2001 ; Vivien BOUHEY, *Les Anarchistes contre la République. Contribution à l'histoire des réseaux sous la Troisième République (1880-1914)*, Rennes, PUR, 2008.
11. Voir par exemple *Mort volontaire combattante. Sacrifices et stratégies*, *Cultures & Conflits*, n° 63, automne 2006.
12. Voir notamment David GEORGE, « Distinguishing Classical Tyrannicide from modern Terrorism », *Review of Politics*, 50, 1988, p. 390-419 ; I. SOMMIER, *op. cit.* ; David C. RAPOPORT ed., *Terrorism : critical concepts in political science*, 4 vol., Londres, Routledge, 2006 (le modèle des « quatre vagues » du terrorisme, la première étant la « vague anarchiste ») ; Ottmar SEUL, « Terrorismes d'hier et d'aujourd'hui : à propos de l'identification typologique du terrorisme contemporain », dans G. GARGIULO, O. SEUL (dir.), *Terrorismes : l'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des années de plomb (1970-1980), réalités et représentations du terrorisme*, Michel Houdiard, 2007, p. 11-72.
13. Isabelle SOMMIER, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998, p. 13-16.
14. La plupart des textes publiés ici ont été présentés à l'occasion de deux journées d'études organisées à Paris I (février 2009) et à Poitiers (mars 2010), avec le soutien de l'IHRF, du Centre de recherche en histoire du XIX^e siècle, et du Gerhico-Cerhilim. Nous souhaitons remercier ici Pierre Serna, Dominique Kalifa, Frédéric Chauvaud et Jérôme Grévy pour leur soutien et leur participation. Notre reconnaissance va aussi à John Merriman, à Isabelle Sommier, à Laurent Willemez, et à tous ceux qui se sont associés à ces journées.
-

AUTEURS

GILLES MALANDAIN

MCF Université de Poitiers, Criham

GUILLAUME MAZEAU

MCF Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Institut d'Histoire de la Révolution française

KARINE SALOMÉ

Docteur en histoire, Centre d'Histoire du XIX^e siècle, Univ-Paris 1